



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MARCHE DE MAINTENANCE, ENTRETIEN, EXPLOITATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET GESTION DES ENERGIES DES BATIMENTS JUDICIAIRES DES COURS D'APPEL DE BORDEAUX ET PAU

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE FOURNITURES ET SERVICES

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières



ASSISTANT TECHNIQUE A MAITRE D'OUVRAGE

VERDI CONSEIL MIDI ATLANTIQUE
Bâtiment B - 13, rue Archimède
CS 80083 - 33693 Mérignac Cedex
Tél : 05.56.00.12.72

SOMMAIRE



Article n°1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Intervenants	5
1.2 Description générale	5
1.3 Nature du marché	7
1.4 Forme du marché	8
1.5 Limites des prestations	8
1.6 Durée du marché	8
1.7 Délais d'exécution du marché	9
1.8 Documents contractuels	9
1.9 Assurances - protection de l'environnement – Protection des données à caractère personnel	10
1.10 Obligations sociales égaconditionnalité	13
1.11 Décomposition en lots et en tranches	13
1.12 Spécificités liées à la mise en œuvre de l'accord-cadre concernant les Prestations Hors Forfait	15
1.12.1 Émissions de bons de commande – Prestations Hors Forfait	15
1.12.1.1 Clause de non-exclusivité – Prestations Hors Forfait	15
1.12.2 Marchés de prestations similaires et commandes complémentaires	16
1.12.2.1 Marchés négociés de prestations similaires	16
1.12.2.2 Marchés négociés de commandes complémentaires	16
Article n°2. MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	17
2.1 Prise en charge	17
2.2 Horaires d'interventions	17
2.3 Initiative des interventions	17
2.4 Délais d'interventions	18
2.5 Personnel et moyens du Titulaire	18
2.5.1 Plan de Prévention (PP)	19
2.5.2 Accès sécurisé	20
2.5.3 Signalisation des travaux	20



SOMMAIRE

2.5.4 Procédures en cas de sinistre	20
2.5.5 Personnel	20
2.5.6 Sous-traitance	22
2.5.6.1 Limitation de la sous-traitance	23
2.6 Documentation	24
2.7 Garanties - subrogation	24
2.8 Coordination des interventions des entreprises extérieures	25
2.9 Fournitures	25
2.10 Mesures des consommations	26
2.11 Changement des conditions d'exploitation	26
2.12 Remise des matériels et des équipements en fin de marché	27
2.13 Accès aux équipements en fin de marché	27

Article n°3. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE FOURNITURES, DE SERVICES ET DE TRAVAUX

3.1 Contenu et caractère des prix	28
3.2 Avance – Retenue de garantie	30
3.3 Détermination de l'intéressement	30
3.3.1 Clause d'intéressement énergie PFI	30
3.4 Détermination des prix des Prestations Forfaitaires	33
3.4.1 Redevances et prix Forfaitaires	33
3.4.2 Révision des redevances des Prestations Forfaitaires	33
3.4.3 Clause butoir :	34
3.5 Détermination des prix des prestations ponctuelles hors forfait	34
3.5.1 Prestations Hors Forfait – délais de présentations des devis	34
3.5.2 Modalités de présentation des devis	34
3.5.3 Modalités de présentation et contenu des bons de commande	35
3.6 Opération de vérification	36
3.6.1 Révision des prestations hors forfait	37

SOMMAIRE



Article n°4. MODALITES DE PAIEMENT	38
4.1 Intéressement gestion de l'énergie PFI	38
4.2 Redevances Prestations Forfaitaires	38
4.3 Prestations ponctuelles hors forfait	38
Article n°5. FACTURES AFFERENTES AUX PAIEMENTS	39
5.1 Présentations des factures par le Titulaire	39
5.2 Paiement des factures	39
5.3 Intérêts moratoires	39
Article n°6. PENALITES	41
6.1 Retards - Interruptions	41
6.1.1 Chauffage des locaux et ECS, rafraichissement et climatisation des locaux	41
6.1.2 Efficacité énergétique	42
6.1.3 Continuité de services	42
6.1.4 Documents contractuels – Autres demandes	43
6.2 Insuffisances	45
6.3 Manquement aux obligations	45
6.4 Pénalité en cas de non-respect par le titulaire du marché de ses obligations prévues aux articles L.8221-3 a L.8221-5 du Code du travail (interdiction du travail dissimulé)	46
6.5 Résiliation du marché	46
Article n°7. DEROGATION AU CCAG/FCS de Mars 2021	47
Article n°8. AUTRES DISPOSITIONS	47
8.1 Nantissement et cession de créances	47
8.2 Langues et litiges	47

ARTICLE N°1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Intervenants

La présente procédure est constituée de 7 lots.

La présente procédure vise à la passation d'un accord-cadre de prestations de services relatif à la réalisation de maintenance, entretien, exploitation des installations techniques et gestion des énergies, des bâtiments judiciaires de la cour d'appel de BORDEAUX et de la cour d'appel de PAU.

Les représentants des cours d'appel de Bordeaux (33) et de Pau (64) dûment habilité(e)s à cet effet, et désigné ci-après par :

« Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur »

Le Titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont désignés ci-après par :

« Le Titulaire ».

Dans le cadre du présent marché, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier à une Société spécialisée une mission d'Assistance et de Conseil qui sera chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations et de la réalisation des obligations et engagements contractuels.

1.2 Description générale

Le présent CCAP est commun aux 7 lots :

- ▶ Lot n°1 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bordeaux (33)
- ▶ Lot n°2 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire de Libourne & CEPAJ (33)
- ▶ Lot n°3 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire de Périgueux (24)
- ▶ Lot n°4 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bergerac (24)
- ▶ Lot n°5 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire d'Angoulême (16)
- ▶ Lot n°6 : Juridictions de l'arrondissement judiciaire de Pau & Tarbes (64 & 65)
- ▶ Lot n°7 : Juridictions des arrondissements judiciaires de Dax, Mont-de-Marsan & Bayonne (40 & 64)

Le marché porte sur l'exécution des prestations de maintenance, entretien, exploitation des installations techniques et gestion des énergies, celles-ci sont précisées au CCTP, et ses annexes dont le Recueil des Données Techniques Spécifiques (RDTs) de chaque lot.

Les Bâtiments et Établissements concernés par le présent marché sont indiqués dans les RDTs.

Lot	Ville	Designation de l'établissement	Nom	Adresse	catégorie et type	Superficie
1	Bordeaux	Palais de justice	Palais Thiac	Place de la République	3ème type WL	17 629 m²
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Bâtiment Rogers	30 rue des frères Borie	2ème type WL	25 350 m²
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Pôle de Protection et Proximité	180 rue Lecocq	5ème type W	2 950 m²
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Annexe du tribunal judiciaire	58 rue de Hâ	Code du travail	480 m²
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Restaurant Inter administration	11 rue du Maréchal Joffre	4ème type W	350 m² + 240m²
2	Libourne	Tribunal judiciaire	palais historique	22 rue Thiers	4ème type W	2 890 m²
2	Libourne	Conseil des Prud'hommes	CPH et TC	36 rue Victor Hugo	5ème type W	1258 m²
2	Coutras	Centre de Pré-archivage judiciaire	CEPAJ	9 rue des Peupliers	Code du travail	3 237 m²
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Montaigne (palais historique)	19 bis Boulevard Montaigne	4ème type W	3 650 m²
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Sirey	Place du général Leclerc	4ème type W	1 050 m²
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Maleville	5 rue Maleville	5ème type W	896 m²
4	Bergerac	Tribunal judiciaire	Bâtiment République (palais historique)	Place de la République	5ème type W	2 120 m²
4	Bergerac	Tribunal judiciaire	Bâtiment Carmes	6 bis rue des Carmes	5ème type W	2 703 m²
4	Sarlat	Tribunal de proximité	palais historique	Place de la Grande Rigaudie	5ème type W	1 140 m² (occupation partielle)
5	Angoulême	Tribunal judiciaire	palais historique	Place Francis Louvel	3ème type W	6 850 m²
5	Cognac	Tribunal de proximité	palais historique	3 rue Pierre-Martin Civat	5ème type W	859 m²
6	Pau	Palais de justice	Site historique	Place le la Libération	3ème type WL	11 867 m²
6	Pau	Annexe palais de justice	Site des Halles	6 Place Marguerite Laborde	5ème type WL	2 334 m²
6	Tarbes	Palais de Justice	Palais historique	6 bis rue Maréchal Foch	3ème type W	5 950 m²
6	Oloron Ste Marie	Tribunal de proximité	Palais historique	Place Léon Mendiondou	5ème type W	1 140 m² (occupation partielle)
7	Mont de Marsan	Palais de justice	Palais	Avenue du Colonel KW. Rozanoff	3ème type WL	6 941 m²
7	Dax	Tribunal judiciaire	Palais historique	17 rue des Fusillés	5ème type WL	2 263 m²
7	Dax	Conseil des Prud'hommes	CPH et TC	55 avenue Victor Hugo	5ème type W	695 m²
7	Bayonne	Tribunal judiciaire	Palais	17, avenue de la Légion Tchèque	3ème type WL	4 159 m² + extension de 1 300 m²

1.3 Nature du marché

Les prestations relevant pour partie d'un marché ordinaire et pour partie d'un accord-cadre, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire de fournitures courantes et services.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution de prestations de maintenance, entretien, exploitation des installations techniques et gestion des énergies précisées au CCTP et ses annexes dans le cadre d'un marché

Les prestations, objet du marché avec obligation de résultat, sont les suivantes :

- ▶ P F I Energie gaz, électricité chauffage et chauffage + climatisation, RCU (Réseau de Chauffage Urbain) et mix énergétique (selon les lots) : l'approvisionnement en énergie nécessaire à la réalisation des clauses contractuelles est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.
Cette obligation d'exploitation avec clause d'intéressement pour la maîtrise de la consommation gaz et électricité est corrigée :
 - En fonction de la durée de chaque période de fourniture ajustée en fonction de la rigueur climatique pour l'énergie gaz.
 - En fonction de la durée de chaque période de fourniture ajustée en fonction de la rigueur climatique (DJU et/ou DJF) pour l'électricité.
 - En fonction de la durée de chaque période d'énergie ajustée en fonction de la rigueur climatique pour le RCU.
 - En fonction de la durée de chaque période d'énergie ajustée en fonction de la rigueur climatique (DJU et/ou DJF) pour des installations en mix énergétique.L'engagement de consommation de chaque bâtiment est indiqué dans l'acte d'engagement par le Titulaire.
Ces obligations d'exploitation concernent l'ensemble des installations multitechniques définies à l'article 2 du présent CCAP « Installations prises en charge ».
- ▶ PRESTATIONS FORFAITAIRES : Prestations de conduite, d'entretien, de maintenance et de dépannage pour l'ensemble des équipements pris en charge, y compris la gestion d'énergie, selon les domaines techniques et attentes décrits dans le CCTP. Cette prestation fait l'objet d'un règlement forfaitaire. Cette prestation prend également en compte :
 - La main-d'œuvre d'installation pour toutes les pièces > 500 Euros HT (lot1) ou pièces > 300 euros HT (pour les lots 2 à 7)
- ▶ PRESTATION HORS FORFAIT : Prestation d'installation de matériels de remplacement selon les cas suivants :
 - Le montant des pièces supérieures à 500 Euros HT pour le Lot1 ou supérieures à 300 euros HT pour les Lots 2 à 7
 - Les prestations ponctuelles selon les modalités du BPU et au cours de la durée du marché.

Ces prestations sont définies dans le CCTP et ses annexes dont le Recueil des Données Techniques Spécifiques (RDTS).

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux de fournitures courantes et de services, CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021, s'applique au présent marché pour toutes les dispositions non évoquées dans le présent CCAP.

1.4 Forme du marché

Le présent accord-cadre est un accord-cadre composite correspondant pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre décomposé comme suit :

1. Pour les prestations **PFI et forfaitaires**, le marché donne lieu à un marché ordinaire. Ces prestations sont à prix forfaitaires.
2. Pour les **Prestations Hors Forfait**, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu en application de l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu avec :

- Un montant minimum correspondant au montant annuel des prestations forfaitaires par lot
- Un montant maximum annuel par lot correspondant au montant minimum annuel par lot x 30%.

Les prestations hors forfait sont exécutées :

- Par l'émission de **bon de commande** à l'appui des tarifs fixés au BPU, auxquels sera appliqué le coefficient de peine et de soins, ainsi qu'un tarif horaire de main-d'œuvre en application de l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

1.5 Limites des prestations

Les limites des prestations et des obligations du Titulaire sont précisées dans le CCTP et ses annexes, dont les Recueils des Données Techniques Spécifiques (RDTS).

Le Titulaire devra la maintenance de tous les équipements prévus au marché. La liste du RDTS n'est pas exhaustive.

1.6 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée de 1 exercice (12 mois) à compter du 1er janvier 2025 ou à la date de notification, si celle-ci est postérieure.

À compter du 1er janvier 2026, l'accord-cadre peut être prorogé trois (3) fois pour une période de douze (12) mois chacune. La reconduction se fait tacitement à compter 1er janvier de l'année considérée, sauf dénonciation décidée de manière discrétionnaire par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans un délai minimum de trois (3) mois avant chaque échéance.

Le Titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Le présent marché prendra fin au plus tard le 31 décembre 2028.

Les bons de commande émis notifiés avant le terme du présent accord-cadre pourront s'exécuter pendant une durée maximum de 6 mois postérieurement au terme du présent marché.

Date prévisible de prise d'effet du marché : 1er janvier 2025

1.7 Délais d'exécution du marché

PHASE I : Visites préalables

A compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire prend contact avec le Représentant du Pouvoir Adjudicateur afin de planifier les visites suivantes, et ce, de manière qu'elles soient en tout état de cause réalisées avant le commencement de la Phase II :

- La « visite d'inspection commune » permettant de rédiger et de faire signer le Plan de Prévention des installations. En application du décret du 20 février 1992 modifié, ce plan doit lui-même être conclu et signé antérieurement au commencement de la Phase II. Lors de cette visite, une personne en mesure d'engager juridiquement le Titulaire sur un Plan de Prévention doit se rendre disponible.
- La « visite de reconnaissance des installations » : visite technique approfondie, remise des badges et clés d'accès au site, passation des consignes pour les interventions dans les zones à accès contrôlés.

PHASE II : Prestations de maintenance objet du marché

A compter du 1^{er} janvier 2025 à 0h00, la prestation de maintenance doit débuter. A compter de cette date et de cet horaire, la jonction est faite avec le précédent marché sur le plan de la prestation de maintenance, objet du présent accord-cadre.

1.8 Documents contractuels

Les originaux des pièces du marché conservés dans les archives de l'administration font seule foi.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS de Mars 2021, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- ▶ 1) Les Actes d'Engagement (ATTRI1) (1 par lot) et leurs 3 annexes (décompositions du prix global et forfaitaire, bordereau des prix unitaires et demande d'acceptation de sous-traitants (DC4) à renseigner et à joindre à l'offre initiale).
- ▶ 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- ▶ 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont les Recueils des Données Techniques Spécifiques (RDTs),
- ▶ 4) Le Mémoire technique explicatif du Titulaire.

- ▶ 5) Le cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).
- ▶ 6) Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 de l'OEAP.
- ▶ 7) Les lois, décrets, arrêtés, directives, règlements, normes françaises transposant des normes européennes ou autres documents équivalents accessibles aux soumissionnaires, les règles d'hygiène et sécurité, code du travail, code de l'environnement, code de l'urbanisme et tous les textes subséquents en vigueur se rapportant aux obligations du présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour d'établissement des prix. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-avant. Les parties étant réputées connaître les documents généraux et reconnaissant qu'elles en ont une connaissance parfaite par le seul fait de signer le marché, ceux-ci ne seront pas fournis.

Le Titulaire déclare connaître parfaitement les pièces générales non jointes en vigueur lors de la remise des offres. Il ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité, pour l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à :

- ▶ Respecter l'ensemble des règlements, normes et règles de l'art qui s'appliquent au présent marché,
- ▶ Informer le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de toute évolution réglementaire, technique, normative concernant les équipements maintenus.

1.9 Assurances - protection de l'environnement – Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Représentant du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, Le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire est responsable vis-à-vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du présent marché, et ce, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil.

Dans le cadre des prestations et obligations du présent marché, la responsabilité contractuelle du Titulaire à l'égard du Représentant du Pouvoir Adjudicateur est régie par les règles du Droit Commun.

Le Titulaire devra notamment justifier d'une police d'assurance couvrant les risques Responsabilité Civile (RC) auprès d'une Compagnie notoirement solvable pendant toute la durée du marché. Cette assurance couvrira sa responsabilité et celles de ses préposés ou sous-traitants pour :

- ▶ Les dommages corporels illimités,
- ▶ Les dommages matériels et immatériels consécutifs,
- ▶ Les dommages résultant des fournisseurs et sous-traitants,
- ▶ Des risques et dommages résultant d'atteinte à l'environnement.

Le Titulaire contractera, par ailleurs, une police d'assurance multirisque en tant qu'occupant des locaux mis à sa disposition pour l'exécution du marché lorsque le titulaire bénéficie d'un local au sein d'un site.

Le Titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels, doivent produire les attestations des polices d'assurances, et de leur renouvellement en cours de marché, dans un délai maximum de 30 jours avant le début de chaque exercice.

Il est précisé que sont exclues des responsabilités du Titulaire, sous bénéfice de preuve qu'il aura apportée, les dommages dus :

- ▶ A un cas de force majeure, tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence, ou déterminé comme suit :
 - Tout fait ou évènement imprévisible, inévitable ou insurmontable qui met Le Titulaire ou les sous-traitants éventuels, dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de ses engagements, ou qui ne lui permet pas d'empêcher le dommage produit (notamment : guerres, hostilités, émeutes populaires, grèves, rupture générale de stock, coupures d'électricité de gaz et d'eau...).
 - Intervention d'un tiers que Le Titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.
- ▶ A des insuffisances ou à des défaillances de fournitures qui sont à la charge du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sans qu'une éventuelle franchise ne puisse être opposable à l'administration.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG – FCS, le principe de responsabilisation est étendu à tous les acteurs concernés par le traitement des données. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données (RGPD) applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- ▶ Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché
- ▶ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
- ▶ Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation

légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

1.10 Obligations sociales égaconditionnalité

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations.

A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise. Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché : https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUS-TICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché ».

1.11 Décomposition en lots et en tranches

Le présent marché est composé de sept (7) lots distincts.

Pour certains lots des sites sont en tranche optionnelle, comme indiqué dans ce tableau

Lot	Ville	Designation de l'établissement	Nom	Adresse	catégorie et type	Superficie	Tranche
1	Bordeaux	Palais de justice	Palais Thiac	Place de la République	3ème type WL	17 629 m²	Ferme
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Bâtiment Rogers	30 rue des frères Borie	2ème type WL	25 350 m²	Ferme
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Pôle de Protection et Proximité	180 rue Lecocq	5ème type W	2 950 m²	Ferme
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Annexe du tribunal judiciaire	58 rue de Hâ	Code du travail	480 m²	Ferme
1	Bordeaux	Tribunal judiciaire	Restaurant Inter administration	11 rue du Maréchal Joffre	4ème type W	350 m² + 240m²	Ferme
2	Libourne	Tribunal judiciaire	palais historique	22 rue Thiers	4ème type W	2 890 m²	Ferme
2	Libourne	Conseil des Prud'hommes	CPH et TC	36 rue Victor Hugo	5ème type W	1258 m²	Ferme
2	Coutras	Centre de Pré-archivage judiciaire	CEPAJ	9 rue des Peupliers	Code du travail	3 237 m²	Ferme
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Montaigne (palais historique)	19 bis Boulevard Montaigne	4ème type W	3 650 m²	Ferme
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Sirey	Place du général Leclerc	4ème type W	1 050 m²	Ferme
3	Périgueux	Tribunal judiciaire	Maleville	5 rue Maleville	5ème type W	896 m²	Ferme
4	Bergerac	Tribunal judiciaire	Bâtiment République (palais historique)	Place de la République	5ème type W	2 120 m²	Ferme
4	Bergerac	Tribunal judiciaire	Bâtiment Carmes	6 bis rue des Carmes	5ème type W	2 703 m²	Ferme
4	Sarlat	Tribunal de proximité	palais historique	Place de la Grande Rigaudie	5ème type W	1 140 m² (occupation partielle)	Optionnelle
5	Angoulême	Tribunal judiciaire	palais historique	Place Francis Louvel	3ème type W	6 850 m²	Ferme
5	Cognac	Tribunal de proximité	palais historique	3 rue Pierre-Martin Civat	5ème type W	859 m²	Optionnelle
6	Pau	Palais de justice	Site historique	Place la Libération	3ème type WL	11 867 m²	Ferme
6	Pau	Annexe palais de justice	Site des Halles	6 Place Marguerite Laborde	5ème type WL	2 334 m²	Ferme
6	Tarbes	Palais de Justice	Palais historique	6 bis rue Maréchal Foch	3ème type W	5 950 m²	Ferme
6	Oloron Ste Marie	Tribunal de proximité	Palais historique	Place Léon Mendioudou	5ème type W	1 140 m² (occupation partielle)	Optionnelle
7	Mont de Marsan	Palais de justice	Palais	Avenue du Colonel KW. Rozanoff	3ème type WL	6 941 m²	Ferme
7	Dax	Tribunal judiciaire	Palais historique	17 rue des Fusillés	5ème type WL	2 263 m²	Ferme
7	Dax	Conseil des Prud'hommes	CPH et TC	55 avenue Victor Hugo	5ème type W	695 m²	Ferme
7	Bayonne	Tribunal judiciaire	Palais	17, avenue de la Légion Tchèque	3ème type WL	4 159 m² + extension de 1 300 m²	Ferme

1.12 Spécificités liées à la mise en œuvre de l'accord-cadre concernant les Prestations Hors Forfait

Pour les prestations de maintenance et d'installation de fournitures ou de matériels ne relevant pas des Prestations Forfait, ou ayant dépassé le forfait, la Prestation Hors Forfait s'exécute par l'émission de bons de commande.

Dans tous les cas, le prix intègre le coefficient de peine et de soins ainsi que le tarif horaire de main-d'œuvre prévu au présent accord-cadre.

1.12.1 Émissions de bons de commande – Prestations Hors Forfait

Pour les prestations de maintenance et d'installation de fournitures ou matériels décrits au BPU du présent marché et dont le prix unitaire est chiffré, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans le présent accord-cadre.

Les bons de commande sont passés en application des articles R.2162.13 et 14 du code de la commande publique.

Pour ce faire, lorsque Le Titulaire ou le Représentant du Pouvoir Adjudicateur identifie le besoin dans le cadre de l'exécution de sa prestation, il transmet un devis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur à partir des éléments techniques et de prix figurant dans le BPU.

Le Titulaire s'engage à remettre un devis à chaque demande/expression de besoin émise dans les délais fixés par le Pouvoir Adjudicateur. A défaut de délai fixé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans sa demande, la transmission de la proposition doit intervenir au plus tard dans les 15 jours calendaires de la réception de la demande (cf. modalités prévues à l'art. 3.5.2 du présent CCAP).

Les prix unitaires et montants de mains-d'œuvre reportés au BPU constituent les prix plafonds des devis émis par Le Titulaire et devant donner lieu à un bon de commande.

Le Titulaire indiquera dans son devis un délai de livraison et d'installation approprié à la prestation demandée.

Chaque bon de commande s'exécute dans les délais et selon les modalités définies au sein des documents contractuels ainsi, que par Le Titulaire dans son offre technique.

Les bons de commande ne peuvent être exécutés plus de 6 mois après l'issue de la période de validité de l'accord-cadre.

1.12.1.1 Clause de non-exclusivité – Prestations Hors Forfait

L'accord-cadre prévoit, dans certaines hypothèses circonscrites et décrites dans le présent CCAP, la possibilité pour le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de passer d'autres marchés,

c'est-à-dire en dehors du présent accord-cadre et en parallèle de son exécution, et ce dans le même périmètre technique.

En fonction de l'estimation de la valeur des besoins, le recours à de tels marchés sera précédé de mesures de publicité et de mise en concurrence, sauf si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur constate que son achat relève de l'une des hypothèses prévues à des articles R.2122-1 à R.2122-11 du code de la commande publique, lequel permet de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence.

Dans l'hypothèse où ces marchés ne relèveront pas des articles R.2122-1 à R.2122-11 du code de la commande publique, Le Titulaire pourra, comme tout opérateur économique, soumissionner au marché public correspondant à cet achat de prestations réalisé en dehors de l'accord-cadre.

1.12.2 Marchés de prestations similaires et commandes complémentaires

Conformément au code de la commande publique, ces marchés négociés pourront être passés en dehors du présent accord-cadre et ce directement avec Le Titulaire du présent accord-cadre.

1.12.2.1 Marchés négociés de prestations similaires

Les prestations de service et de travaux qui résulteront de la présente consultation sont susceptibles d'être complétées, dans le cadre de leur exécution, par des marchés négociés tels que prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.12.2.2 Marchés négociés de commandes complémentaires

Des commandes complémentaires de fournitures ou d'installations, destinées soit au renouvellement partiel des équipements, soit à l'extension de ceux-ci, peuvent donner lieu à la passation de marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence avec Le Titulaire du présent marché, tels que prévu à l'article R.2122-4 du code de la commande publique, lorsque le recours à un autre fournisseur entraînerait une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées de l'équipement concerné.

ARTICLE N°2. MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

A la notification du marché, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur communique la liste des personnes seules habilitées à solliciter l'intervention du Titulaire et à signaler tout problème.

L'ensemble des obligations de fournitures, de services et de travaux, définies au CCTP et ses annexes, respectera les modalités et conditions définies ci-après.

2.1 Prise en charge

Conformément aux dispositions du Règlement de la Consultation (RC) et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), Le Titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure l'exploitation.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve. Il prend à sa charge toutes les remises en état des matériels, équipements du périmètre du marché explicité dans le CCTP et ou RDTs. Ces remises en état ou remplacement devront se faire dans les six premiers mois du marché.

Au début de la **Phase II** du marché, il sera procédé à un relevé de l'intégralité des compteurs. La date de cette opération sera fixée en accord avec le Titulaire, dès la prise d'effet du marché.

Un procès-verbal de prise en charge des équipements et un état des lieux seront établis contradictoirement au maximum 3 mois après la prise d'effet de la phase II ou à la livraison de nouveaux équipements.

2.2 Horaires d'interventions

Les horaires d'interventions du Titulaire devront se situer pendant les heures ouvrables. Une astreinte doit être assurée 24H / 24, 7J / 7, pendant les heures non ouvrables de l'année.

Les contraintes particulières d'interventions du Titulaire sont définies au CCTP et ses annexes dont, les Recueils des Données Techniques Spécifiques (RDTs).

Si Le Titulaire estime que certaines de ses prestations sont de nature à perturber le fonctionnement normal, il en informe sans délai le Pouvoir Adjudicateur, et propose toutes dispositions permettant de réduire la gêne.

Le montant de la redevance forfaitaire des prestations intègre les contraintes d'exécution hors heures ouvrables.

2.3 Initiative des interventions

Pour la réalisation de l'ensemble de ses obligations, Le Titulaire intervient de sa propre initiative ou sur la demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur en cas de dysfonctionnement et de désordre suivant les prescriptions du CCTP.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, Le Titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et en informe le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les meilleurs délais.

2.4 Délais d'interventions

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG – FCS de Mars 2021, le délai imparti au Titulaire pour commencer une intervention de réparation et rechercher la cause d'un dysfonctionnement est défini au CCTP et ses annexes.

Le Titulaire, en capacité d'intervenir sur le site 24h / 24, 7j / 7, est réputée être informée aussitôt de la survenance d'un défaut ou d'un incident.

Les exigences de résolution des problèmes sont fixées au CCTP et ses annexes.

Le Titulaire dans l'impossibilité de remettre en service dans les délais impartis devra impérativement tenir informé le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de la situation **sans délai** par un rapport précisant les raisons du dysfonctionnement et les dispositions prises pour mettre en œuvre les solutions palliatives permettant la poursuite de l'exploitation des équipements dans les meilleures conditions.

Le non-respect de cette obligation entraînera l'application de pénalités définies à l'Article.6 ci-après.

2.5 Personnel et moyens du Titulaire

Le Titulaire est soumis aux obligations légales résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le Titulaire s'engage à faire respecter les règlements intérieurs, de sécurité et d'accès des différents sites auprès de son personnel et de ses sous-traitants.

Descriptif du personnel :

Pour le lot n°1 – Bordeaux, outre ses obligations de résultat, le Titulaire doit la mise en œuvre de moyens minimaux de 3 personnes à temps plein sur le site pendant les jours ouvrés.

Les horaires à couvrir sont les suivants :

Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30,

Les qualifications à minima du personnel à maintenir sur site sont les suivantes :

- Technicien supérieur (réfèrent du site)
- Technicien d'exploitation CVC
- Technicien d'exploitation Électricité Courants forts et Courants faibles

Pour les autres lots, outre ses obligations de résultat, le Titulaire doit la mise en œuvre de moyen minimal sur les sites pendant les jours ouvrés et définir les qualifications des personnels

Toutes ces obligations de moyen seront définies dans l'acte d'engagement et les pièces s'y référant.

Lors de ces obligations de moyen, le personnel présent sur site devra, en cas de besoin d'approvisionnement de matériel ou autre, le faire hors du temps obligatoire de présence sur site.

De plus les prestations hors forfait ne devront pas s'exécuter sur les temps de présence obligatoire

2.5.1 Plan de Prévention (PP)

Conformément aux dispositions du décret du 20 février 1992 et du respect de la législation en vigueur, un plan de prévention sera rédigé conjointement par Le Titulaire et le Représentant du Pouvoir Adjudicateur à compter du commencement de la **Phase I**, décrite à l'article 1.7 du présent CCAP.

Le Titulaire écrira un projet de plan de prévention qui reprendra les préconisations concernant son activité. Ce projet sera remis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour compléter les champs correspondant à son domaine d'activité.

L'établissement du Plan de Prévention fera préalablement l'objet d'une inspection commune (Représentant du Pouvoir Adjudicateur / Représentant du Titulaire) des lieux d'exécution des prestations, à l'issue de laquelle une analyse des risques sera réalisée par Le Titulaire.

Le Plan de Prévention devra prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et devra comporter des dispositions dans les domaines suivants :

- ▶ La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants,
- ▶ Les locaux et installations présentant des risques particuliers, et tout spécialement les risques de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante,
- ▶ L'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération,
- ▶ Les instructions à donner aux salariés,
- ▶ L'organisation des secours,
- ▶ Les visites périodiques.

Le Titulaire a la charge d'établir le plan de prévention qu'il communiquera au Pouvoir Adjudicateur, et qui devra commencer à partir de la **Phase II** et en tout état de cause devra être établi dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la prise d'effet du Marché et en tout état de cause avant toute intervention du Titulaire sur le site.

Le Titulaire aura l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention, ils devront être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Ils devront être également informés des dispositifs de protection collective et individuelle et des accès de secours.

Le Titulaire devra aussi informer obligatoirement le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés dans l'exécution des prestations du présent Marché.

Le Plan de Prévention sera mis à jour à minima une fois par an par Le Titulaire et au fur et à mesure de la prise en compte de nouvelles installations et des évolutions des risques au cours de la réalisation du Marché.

Tous les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants qui sont amenés à intervenir sur le site, doivent être équipés des EPI réglementaires et à jour de leurs contrôles.

2.5.2 Accès sécurisé

Le Titulaire est réputé avoir prévu dans son offre forfaitaire tous les moyens nécessaires à la sécurisation des accès aux équipements à maintenir : nacelle, échafaudages, etc... notamment en l'absence de protections collectives ne permettant pas un accès sécurisé sans équipements. Ces équipements doivent être disponibles dès le début de la phase 2.

2.5.3 Signalisation des travaux

Chaque fois que cela sera nécessaire, Le Titulaire devra, à ses frais, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux, et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et visiteurs, de la présence de zones interdites.

En cas de carence du Titulaire, ou en cas de danger, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du Titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

Pour les installations nécessitant l'utilisation d'outils, source de chaleur (ou de feu), Le Titulaire devra demander au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un permis de feu.

2.5.4 Procédures en cas de sinistre

En cas de sinistre Le Titulaire a, pour les installations relevant de sa compétence telle que décrite dans le marché, la responsabilité :

- ▶ De déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- ▶ De mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement,
- ▶ De prévenir le Pouvoir Adjudicateur,
- ▶ De mettre en œuvre, par accord avec le Pouvoir Adjudicateur, tous les moyens possibles pouvant assurer la continuité de service dans les conditions de sécurité.

2.5.5 Personnel

Les personnes intervenantes habituellement ou en remplacement, désignées par Le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doivent être préalablement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

A cet effet, le Titulaire remet au Représentant du Pouvoir Adjudicateur la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement lors du démarrage du marché et dès qu'il y a modification de cette liste, autant de fois que nécessaire

Liste nominative du personnel :

Le Titulaire doit fournir au Pouvoir Adjudicateur, avant tout début d'exécution, la liste nominative de son personnel et de ses sous-traitants.

Il doit fournir auprès du représentant du Pouvoir Adjudicateur sur le site, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui sont exigés pour la circulation de ce personnel sur les sites.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'habiliter les agents du Titulaire et de ses sous-traitants appelés à se rendre à l'intérieur des locaux mis à la disposition par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du présent marché.

Cette liste est tenue à jour en fonction des modifications éventuelles de personnel. A cette liste sont joints les extraits numéro 3 des casiers judiciaires de chaque intervenant, extraits datant de moins de 1 mois. De nouveaux extraits seront fournis à l'Administration au début de chaque année civile, ainsi qu'à l'occasion de tout changement de personnel et pourront entraîner un refus d'habilitation. L'accès aux locaux et équipements se fait aux conditions et sous le contrôle des représentants du Pouvoir Adjudicateur.

Les personnes désignées par le Titulaire, habilitées par la personne publique, et répertoriées dans le classeur registre du personnel sont seules autorisées à réaliser les prestations objet du présent marché.

Ces personnes doivent posséder les qualifications, requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées, les habilitations, compétences et capacités exigées pour notamment accomplir les prestations spécifiques définies au présent marché.

Tout personnel remplacé en cours de marché doit disposer des compétences, expériences identiques à celles présentées dans le mémoire technique et personne qu'il va remplacer. Tout manquement à cette disposition entraîne l'application de pénalité.

Le Titulaire désigne un responsable garant de l'exécution de l'ensemble des engagements contractuels du présent marché.

- ▶ Il est l'interlocuteur habituel du Pouvoir Adjudicateur.
- ▶ Il est présent sur le site sur convocation du Pouvoir Adjudicateur.
- ▶ Il participe aux revues de marché et à toutes réunions exceptionnelles exigées par le Pouvoir Adjudicateur.

Tout changement de responsable est signalé. Sont également communiqués au Représentant du Pouvoir Adjudicateur : le téléphone direct, le portable, l'astreinte, l'adresse mail du responsable ainsi que les coordonnées du suppléant.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire et de lui refuser l'accès au site, sans avoir à en justifier.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'oblige à mettre à la disposition exclusive et gratuite du Titulaire, pendant toute la durée du marché, les locaux techniques, chaufferies, soutes et sous-stations, conformes à la réglementation en vigueur, et à maintenir clos et couverts en bon état, conformément aux règlements de police et d'assurance.

Par ailleurs, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur autorise le personnel du Titulaire ou de ses sous-traitants, qui interviennent sous l'entière responsabilité du Titulaire, à pénétrer dans toutes les parties des installations pour exécuter les prestations contractuelles ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires, et en conséquence, interdire l'accès des installations (chaufferies, sous-stations, locaux techniques en particulier) à toute personne non mandatée par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations et obligations, notamment :

- ▶ L'outillage, appareils de mesure, de contrôle, d'essais et de pilotage
- ▶ Le matériel d'entretien et de conduite spécifique,
- ▶ Les équipements de rangement et de maintenance en complément de ceux fournis,
- ▶ Les équipements de manutention,
- ▶ Les équipements de sécurité,
- ▶ Les équipements de communication et de suivi en continu de fonctionnement des équipements,
- ▶ Les échelles, nacelles et échafaudages,
- ▶ Les matières consommables et pièces définies au CCTP,
- ▶ Etc...

Le Titulaire dote le personnel d'intervention d'un vêtement de travail, et de tous les équipements de protection et de sécurité nécessaires et s'assure de leur port.

En outre, le personnel intervenant sur le site doit porter en permanence un insigne spécifique du Titulaire.

Il est rappelé au Titulaire que, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS de Mars 2021, son personnel et ses sous-traitants sont tenus à l'obligation stricte de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations, études dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il sera interdit notamment au personnel du Titulaire :

- ▶ D'intervenir, sans y être expressément autorisé, ou éventuellement accompagné, dans les locaux occupés,
- ▶ D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- ▶ De pénétrer sur le site sous l'influence de drogues,
- ▶ De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- ▶ De tenir des réunions sur le site, distribuer des tracts, brochures ou journaux,
- ▶ De manquer de respect aux usagers et visiteurs,
- ▶ De récupérer pour son compte ou pour le compte d'un tiers tout matériel, document ou papier,
- ▶ De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère au Titulaire.

Sont rigoureusement interdites toute communication de toute forme et toute remise de documents à des tiers sans l'accord explicite et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

2.5.6 Sous-traitance

Le Titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie des prestations objet du présent marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le Titulaire pourra être amené à présenter au Pouvoir Adjudicateur, sur demande de ce dernier, les copies des contrats sous-traités.

Quelles que soient les prestations sous-traitées, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

Ces contrats rappelleront toutes les obligations réglementaires, et exigences contractuelles. Les sous-traitants devront répondre aux mêmes exigences de qualifications, d'habilitation et d'interventions sur le site, que Le Titulaire.

Pour avoir la qualité de sous-traitants, ces prestataires devront disposer de moyens propres, tant en termes d'outillage et d'équipements, qu'en termes de moyens humains, en disposant de personnel d'encadrement.

Le Titulaire veillera à ce que les pièces du présent marché leur soient totalement opposables. La sous-traitance doit être effectuée suivant les dispositions prévues à l'article 3.6 du CCAG-FCS et des articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le Responsable du Titulaire demeure le seul interlocuteur du Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant le Représentant du Pouvoir Adjudicateur comme devant tout tiers, l'entière responsabilité du marché.

Tout recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord du Représentant du Pouvoir Adjudicateur expose Le Titulaire à la résiliation du marché, à ses torts exclusifs.

2.5.6.1 Limitation de la sous-traitance

D'une manière générale, le Titulaire doit, pour l'exécution de la maintenance et des travaux, limiter le recours à la sous-traitance.

Les tâches essentielles doivent être impérativement réalisées par le Titulaire.

Ces tâches essentielles sont :

- ▶ Les opérations de maintenance de tous les équipements concourants aux installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement d'air, traitement d'eau hors visites techniques des constructeurs tels que groupe froid, groupe électrogène, adoucisseur, osmoseur, système de détection de gaz.
- ▶ Les travaux sur les tuyauteries pour réparation, création ou transformation d'installation.
- ▶ Les travaux nécessaires pour le raccordement électrique d'équipements ou de matériel hors armoire électrique

2.6 Documentation

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'oblige à remettre au Titulaire, à la prise d'effet du marché, l'ensemble des documents techniques en sa possession relatifs aux installations et aux équipements pris en charge :

- ▶ Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE),
- ▶ Les notices d'exploitation et de maintenance des équipements pris en charge,
- ▶ La notice de sécurité (réalisation des bâtiments),
- ▶ Les rapports en cours des visites réglementaires et contrôles par organismes agréés,
- ▶ Les plans, schémas, notices et recommandations fournisseurs,
- ▶ Le Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrages (DIUO).

Tous les frais de reproduction de ces documents sont à la charge du Titulaire. Ces reproductions deviendront propriété du Représentant du Pouvoir Adjudicateur à l'expiration du marché.

Le Titulaire est responsable des documents qui lui sont remis, il en assure la garde, les conserve en bon état et les tient à la disposition des entreprises intervenant sur le site.

Il doit une mise à jour de ces documents en cas de modifications des équipements consécutives aux interventions de son personnel et des entreprises extérieures. Ces documents remis à jour seront fournis lors de la réunion annuelle.

Le Titulaire s'engage à restituer au Représentant du Pouvoir Adjudicateur à l'expiration du marché toute la documentation remise lors de la signature du marché, ainsi que les mises à jour réalisées en cours de marché.

Les frais de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire.

2.7 Garanties - subrogation

Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG-FCS, les matériels et équipements fournis par Le Titulaire seront garantis minimum deux années à compter de la date de notification de la décision d'admission.

Le RDTS mentionnera cette date de mise en service, qui sera celle également de prise d'effet de la garantie due par Le Titulaire.

Si une nouvelle défaillance se produit dans un délai inférieur à deux ans, il n'y aura pas de facturation pour la réparation, y compris pour la MO.

Pendant la période de garantie due par les entreprises extérieures, le Titulaire assiste le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons et faire jouer les garanties (autrement appelé GPA).

Le Titulaire est tenu de porter à la connaissance du Représentant du Pouvoir Adjudicateur tout vice caché qu'il aurait découvert.

Le Titulaire est subrogé dans les droits et actions nées ou à naître du pouvoir adjudicateur à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des titulaires antérieurs et de tous tiers responsables, ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il a la charge au titre des travaux hors forfait.

Le Titulaire faisant son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre, étant entendue que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne peut être appelé en la cause.

2.8 Coordination des interventions des entreprises extérieures

Aucun travail ne pourra être entrepris sur les installations, par une Entreprise extérieure, sans une information préalable du Titulaire, voire une réunion préparatoire avec le Pouvoir Adjudicateur, et la remise du dossier, du planning, ainsi que du plan de prévention concernant les travaux envisagés.

Pendant les périodes de travaux et de garanties, Le Titulaire prend toutes les dispositions en accord avec les Entreprises extérieures, constructeurs, installateurs de matériels ou d'équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions, de leurs essais, réglages et obligations au titre de leurs garanties.

Lorsque le Titulaire doit faire intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et le CCAG – FCS et CCAG travaux, relatifs aux marchés publics doivent être appliqués.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la sécurité et la coordination des interventions, et fait établir un plan de prévention des risques, dont le respect et la mise en œuvre, est placé sous son entière responsabilité.

Quel que soit l'intervenant, Le Titulaire est toujours responsable de la coordination des travaux et interventions sur les équipements et installations pris en charge dont il assure la conduite et la maintenance.

2.9 Fournitures

Le Titulaire devra fournir les produits, matières consommables, pièces détachées, et équipements nécessaires à l'entretien, à la maintenance du matériel, et à l'exploitation des installations prises en charge telle que définie au CCTP et son annexe RDTs.

Le Titulaire doit également d'une manière générale la totalité des pièces de rechange, fournitures d'entretien et de réparation quels qu'en soit la nature, la cause, la panne ou qui relève d'une usure normale ou anormale d'un montant unitaire

- 500 € HT (cinq cents euros HT) pour le lot n°1.

- 300 € HT (trois cents euros HT) pour les autres lots.

La main-d'œuvre nécessaire d'installation de ces fournitures est comprise dans la prestation forfaitaire du présent marché quel que soit le coût des pièces détachées et que la prestation soit ou non sous-traité.

Le Titulaire devra prendre en compte toutes les fournitures, réparation et remplacement provenant d'une panne ou d'un dysfonctionnement normal ou anormal d'un équipement ou périmètre pris en compte dans le marché.

Le Titulaire doit le remplacement des pièces détachées, y compris pour celles qui s'avèreraient hors service à la prise en charge du marché. Le Titulaire intègre dans le montant de sa redevance ces remplacements.

Les réparations, à la suite de dégradations volontaires (vandalisme) ou involontaires, sont incluses dans la prestation forfaitaire.

Le Titulaire présentera dans son rapport mensuel ou trimestriel et annuel, la liste des pièces et consommables remplacés au titre du marché pour assurer l'entretien et le fonctionnement des installations. Cette liste sera valorisée des montants réels d'achat, remise déduite (ou majoration appliquée).

2.10 Mesures des consommations

Les prescriptions de relevés des consommations, de suivi des performances et de production des indicateurs sont définies au CCTP et ses annexes.

2.11 Changement des conditions d'exploitation

Tout changement en cours de marché portant sur :

- ▶ Les équipements pris en charge,
- ▶ La consistance des installations (adjonction ou suppression de matériel),
- ▶ Les changements des températures ou programme de chauffe ou de rafraîchissement / climatisation,
- ▶ L'adjonction ou fermeture de certains locaux,
- ▶ Les travaux sur le bâti modifiant les caractéristiques d'isolation et de besoins thermiques,
- ▶ Le rattachement au marché d'un nouveau bâtiment,
- ▶ La souscription de nouvelles conditions de fournitures d'énergie et autres ressources,

Feront l'objet d'une proposition de modification (en plus ou en moins) établie et justifiée par le Titulaire :

- ▶ Les engagements énergétiques gaz, électricité chauffage et chauffage + climatisation, RCU (Réseau de Chauffage Urbain) et mix énergétique
- ▶ Des montants des Prestations Forfait,

Ces propositions de modifications de périmètre devront être proposées en cohérence avec les montants d'équipements similaires présents dans la DPGF du marché initial.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel à un expert, à une assistance technique ou à un BET pour analyser les propositions de modifications du Titulaire.

Après examen et accord du Pouvoir Adjudicateur, ces modifications ainsi que les changements de marché de fournitures d'énergie ou autres ressources des Fournisseurs seront régularisées par modification du marché public.

2.12 Remise des matériels et des équipements en fin de marché

Conformément aux prescriptions du CCTP, Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, l'ensemble des installations en état normal d'entretien et de fonctionnement permettant aux équipements de fonctionner sans incident et dysfonctionnement grave pendant une nouvelle année d'exploitation.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché.

S'il apparaît, au cours de l'exercice suivant la fin du marché, qu'il y a effectivement état anormal de fonctionnement, constaté par un expert ou un BET, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur mettra en demeure Le Titulaire qui ne pourra s'y soustraire, d'avoir à remédier, dans les délais impartis, aux manquements constatés (cf. article 6.3 du présent CCAP).

2.13 Accès aux équipements en fin de marché

Dans l'hypothèse où, à l'issue des différents renouvellements du présent marché, Le Titulaire ne serait pas reconduit au terme du nouvel appel d'offres, il facilitera l'accès aux installations au nouveau titulaire en cas de phase de transition.

Cette phase ne pourra débuter plus d'un mois avant la notification du nouveau marché.

ARTICLE N°3. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE FOURNITURES, DE SERVICES ET DE TRAVAUX

3.1 Contenu et caractère des prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement rémunèrent Le Titulaire pour l'exécution de toutes ses obligations de fournitures, de services et de travaux.

Les prix du Forfait sont fermes la première année, puis révisés annuellement, pour les autres exercices.

Ils sont réputés établis en valeur à la date de remise des offres, et comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport.

Ils seront corrigés et révisés conformément aux prescriptions ci-après.

Tous les coefficients sont arrondis au millième supérieur.

Les indices INSEE figurant à l'acte d'engagement sont ceux référencés de leur date de mise en ligne publiés par le Moniteur.fr.

L'exercice est la période continue d'un an.

L'intéressement PFI mixité gaz ou RCU et électricité, lorsqu'il y a de la climatisation, est calculé pour les différentes périodes de chauffe et climatisation de l'exercice :

Lot 1 : Palais Thiac (gaz + électricité)	$N'B = NB \times (0,98 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,02 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 1 : Palais Rogers (électricité)	$N'B = NB \times (\frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 1 : Palais Rogers (gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 2 : TJ Libourne (électricité)	$N'B = NB \times (0,84 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,16 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 2 : TJ Libourne (gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 2 : CPH et TC Libourne (gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$

Lot 3 : Périgueux Mon- tagne (Electricité)	$N'B = NB \times (0,84 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,16 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 3 : Périgueux Sirey (Electricité)	$N'B = NB \times (0,84 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,16 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 3 : Périgueux Male- ville Gaz	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 4 : Bergerac Répu- blique (Gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 4 : Bergerac Carmes (Gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 5 : Angoulême Palais historique (Gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 6 : Pau Site des Halles (électricité)	$N'B = NB \times (0,84 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,16 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 6 : Pau Site des Halles (RCU)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 6 : TJ Tarbes (électrici- té)	$N'B = NB \times (0,50 \frac{Nb \text{ jours}}{365} + 0,35 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,15 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 6 : TJ Tarbes (gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 7 : Palais de Mont-de- Marsan (électricité)	$N'B = NB \times (0,84 \frac{DJU}{DJU_{ref}} + 0,16 \frac{DJF}{DJF_{ref}})$
Lot 7 : Palais de Mont-de- Marsan (RCU)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 7 Dax Palais histo- rique (Gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$
Lot 7 : Dax CPH et TC (Gaz)	$N'B = NB \times (\frac{DJU}{DJU_{ref}})$

- Du 1^{er} janvier à la date de fin de période de chauffe,
- Du début de la période d'utilisation de la climatisation à sa fin de période
- De la date de début de période de chauffe au 31 décembre.
- En cas de période différente, les DJU et DJF seront donnés et utilisés pour la période concernée

L'intéressement PFI électricité, (chauffage et climatisation), est calculé pour les différentes périodes de chauffe et climatisation de l'exercice :

- Du 1^{er} janvier à la date de fin de période de chauffe,
- Du début de la période d'utilisation de la climatisation à sa fin de période
- De la date de début de période de chauffe au 31 décembre.
- En cas de période différente, les DJU et DJF seront donnés et utilisés pour la période concernée

L'intéressement PFI électricité, lorsqu'il n'y a pas de compteur dédié, est calculé pour l'ensemble de l'exercice.

Les éventuelles périodes partielles d'exécution du marché concernant :

- La première période de la date d'effet du marché au 31 décembre 2025,
- La dernière période du 1^{er} janvier à l'échéance du marché si différent du 31 décembre 2028,

Sont facturées :

- Aux conditions réelles de la période l'intéressement pour la prestation PFI énergie,
- En cas de début différé du marché ou de fin anticipée, le montant des Prestations Forfaitaires sera calculé prorata temporis entre les dates réelles de début et de fin des prestations

3.2 Avance – Retenue de garantie

Le marché prévoit une avance forfaitaire de droit

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

3.3 Détermination de l'intéressement

3.3.1 Clause d'intéressement énergie PFI

Le Titulaire bénéficie de 50% des économies qu'il a réalisées par l'exploitation performante des équipements et une gestion efficace des besoins en collaboration étroite avec le Pouvoir Adjudicateur

Les dépassements de consommations d'énergie sont intégralement pris en charge par Le Titulaire dans la limite de 25% du montant des Prestations Forfaitaires pour les bâtiments concernés.

Les économies à partager résultent exclusivement de la maîtrise des conditions contractuelles d'exploitation. Toute économie résultant d'investissements par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur sur les installations ou sur le bâti en est exclue.

Le partage d'économies ou de dépassement d'énergie est déterminé lors de l'apurement des comptes en fin d'exercice.

Pour le suivi technique mensuel et l'établissement du décompte définitif de l'exercice, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur fournit la copie des factures mensuelles d'énergie du Concessionnaire / Distributeur au Titulaire pour permettre le calcul de l'intéressement.

Formules pour la prise en compte des économies ou des excès de consommation d'énergie dans les prix :

- Calcul N'B pour gaz, mixité gaz électricité, RCU et électricité (avec rafraîchissement ou non)

Voir le tableau des intéressements en pages 28 et 29 du présent CCAP

- **Economies de consommation** : En dérogation des dispositions du Guide de l'OEAP décision n°2007-17 du 4 mai 2007, les économies de consommations d'énergie seront réparties de la façon suivante :

- Marchés PFI : prix P'F à payer par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur = $PF + 1/2(N'B - NC)$ x k ,

où $1/2(N'B - NC)$ x k correspond à l'intéressement bénéficiant au Titulaire.

- **Excès de consommation** : En dérogation des dispositions du Guide de l'OEAP décision n°2007-17 du 4 mai 2007, les dépassements de consommations d'énergie seront à la charge du Titulaire suivant la répartition suivante :

- Marchés PFI : prix P'F à payer par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur = $PF - (NC - N'B)$ x k ,

avec limitation de la pénalité $(NC - N'B)$ x k à 25% du PF

Dans ces formules pour économies ou pour excès de consommation d'énergie :

- **PF** = redevance annuelle de l'exercice en cours du site concerné
- **P'F** = redevance annuelle de l'exercice en cours du site concerné, à payer par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur majoré dans le cas d'économie et minoré dans le cas d'excès de consommation.
- **N'B** = Quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage et climatisation des locaux pendant la durée effective du chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.
- **NC** = Quantité de combustible réellement consommée pour le chauffage et climatisation des locaux multipliée, s'il y a lieu, par le rapport du pouvoir calorifique réel du combustible livré au pouvoir calorifique de base indiqué sur les factures de gaz.
- **k** = Prix unitaires de tarification établi valeur Prorata temporis sur l'exercice valeur moyenne sur l'exercice de la facturation du concessionnaire distributeur y compris les taxes et abonnements.

- **DJ contractuels** = est le nombre de degrés jours (DJU et/ou DJR) défini au présent marché pour la période contractuelle de chauffage et/ou rafraichissement précisé au RDTs.

- **DJ constatés** = est le nombre de degrés jours (DJU et/ou DJR) pour la période effective de chauffage et/ou rafraichissement publié par le COSTIC (méthode « Professionnel de l'énergie » version 1.1 du 30.03.2005 de la Direction de la Climatologie de Météo France).

Dans tous les cas d'économies générés par des investissements consentis par le Pouvoir Adjudicateur, le niveau de consommation indiqué à l'acte d'engagement est obligatoirement repositionné en nouvelles bases d'engagements de référence, pour l'application de la clause d'intéressement.

En dérogation des dispositions du Guide de l'OEAP décision N°2007-17 du 4 mai 2007, si au cours de deux exercices le niveau global d'économie, réalisée sur les combustibles d'un site, est supérieur à 10% ou à 15% et plus sur un seul exercice, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut demander le repositionnement de l'engagement NB du site concerné de manière à bénéficier de la totalité des économies réalisées - 4%.

Exemple de consommation :

NB actuel = 1000 kWh PCS

Économies = 110 kWh PCS

Formule à utiliser :

$\text{Nouveau NB} = 1000 - 110 = 890 \times 1.04 = 925,6 \text{ kWh PCS}$
--

Pour l'électricité la même démarche sera appliquée

Dans le cas de dépassement non justifié par une évolution des conditions d'exploitation du site, l'engagement ne pourra pas être réévalué.

Si la renégociation qui s'ensuit n'aboutissait pas dans un délai de six mois à compter de la demande effectuée par lettre recommandée, le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

- Pour le PFI électricité, chauffage et/ou climatisation et usages (sans comptage spécifique) :

Ces économies ou dépassements à partager sont calculés selon le principe suivant :

$E = 1/2 \times (N'B - NC) \times k \text{ correspond à l'intéressement bénéficiant au Titulaire}$
$D = (NC - N'B) \times k \text{ avec limitation de la pénalité globale électricité à 25\% du PF annuel}$

Dans ces formules :

E = Économie annuelle en kWh électricité

D = Dépassement annuel en kWh électricité

NB = Consommation annuelle globale de référence indiquée dans l'acte d'engagement

N'B = Consommation annuelle globale de référence corrigée

NC = Consommation réelle de l'exercice

k = Prix unitaires de tarification établi valeur Prorata temporis sur l'exercice y compris les taxes et abonnements

$$N'B = NB \text{ engagement } X \left[\frac{\text{Nombre de jours réels}}{\text{Nombre de jours contractuels}} \right]$$

Pour tous les cas d'économie générés par des investissements consentis par le Pouvoir Adjudicateur, le niveau de consommation indiqué à l'acte d'engagement est obligatoirement modifié par avenant en nouvelles bases de consommation, et engagement de référence, pour l'application de la clause d'intéressement.

L'économie d'électricité ne peut en aucun cas résulter d'un transfert de KWh consommés vers des tranches tarifaires plus onéreuses.

Si au cours de deux exercices le niveau global d'économie, réalisé sur les combustibles, est supérieur à 10% ou à 15% et plus sur un seul exercice, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur demande le repositionnement de l'engagement NB de manière à bénéficier de la totalité des économies réalisées - 4%.

Si la renégociation qui s'ensuit n'aboutissait pas dans un délai de six mois à compter de la demande effectuée par lettre recommandée, le contrat est résilié de plein droit sans indemnités.

3.4 Détermination des prix des Prestations Forfaitaires

3.4.1 Redevances et prix Forfaitaires

Les prestations définies au C.C.T.P. seront réglées à prix forfaitaire annuel.

Ces prix comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la maintenance multi technique et la gestion des énergies.

Ils couvriront notamment les interventions et les dépannages effectués de jour ou de nuit, les jours ouvrables ou non.

Les prix forfaitaires sont fermes la première année.

3.4.2 Révision des redevances des Prestations Forfaitaires

Les redevances des Prestations Forfaitaires sont réputées établies aux conditions économiques connues à la date de remise des offres.

La redevance sera révisée au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$P'F = PF \times \left(0,15 + 0,70 \frac{ICHT - IME'}{ICHT - IME} + 0,15 \frac{FSD1'}{FSD1} \right)$$

Avec,

$P'F$: est la redevance révisée.

PF : est la redevance figurant à l'acte d'engagement.

$ICHT - IME$: est l'indice du coût horaire tous salariés des I.M.E. valeur connue à la date de la remise de l'offre.

$ICHT - IME'$: est l'indice du coût horaire tous salariés des I.M.E, dernière valeur connue à la date de la révision

$FSD1$: est l'indice des frais et services diverse valeur connue à la date de remise des offres.

$FSD1'$: est le même indice que ci-dessus, dernière valeur connue à la date de la révision.

Nota : Il sera fait application de cette formule de révision de prix pour les taux horaires de main-d'œuvre Prestation Hors Forfait figurant à l'acte d'engagement.

3.4.3 Clause butoir :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation annuelle supérieure à 3 %, la révision des prix est plafonnée à 3%.

3.5 Détermination des prix des prestations ponctuelles hors forfait

3.5.1 Prestations Hors Forfait – délais de présentations des devis

Cette prestation telle que définie au présent CCAP ainsi qu'au CCTP concerne des interventions réalisées à partir de devis émis par Le Titulaire et acceptés par le Pouvoir Adjudicateur, qui doivent donner lieu à l'émission d'un bon de commande.

A compter de l'envoi de la demande de devis/expression du besoin, Le Titulaire présente ce devis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur au plus tard sous quinze (15) jours calendaires, **sous deux (2) jours ouvrés en cas d'urgence**, pour, notamment, tout matériel présentant des risques prévisibles de désordre ou de défaillance à moyen terme. Après analyse réalisée par le Pouvoir Adjudicateur, les modifications apportées au devis doivent lui parvenir au plus tard dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la transmission de ses remarques au Titulaire.

3.5.2 Modalités de présentation des devis

Outres les éléments demandés à l'article 1.11.1 du présent CCAP, les prestations Hors Forfait sont formalisées par un devis faisant apparaître les éléments suivants :

- ▶ L'objet de l'intervention
- ▶ La nature du matériel (marque, type, référence)
- ▶ Le nombre d'équipements
- ▶ Le prix unitaire d'achat, remise fournisseur déduite
- ▶ Le coefficient de peines et de soins, indiqué à l'acte d'engagement

- ▶ La remise éventuelle au titre des CEE (certificat d'économie d'énergie- conformément à l'article 9 du CCTP)
- ▶ Le prix de vente
- ▶ Le nombre d'heures
- ▶ Le prix unitaire de la main-d'œuvre
- ▶ Le détail des opérations sous-traitées (taux main-d'œuvre, nombre d'heures, détail du matériel, quantité) avec transmission de la facture sous-traitant à l'appui
- ▶ Le montant total hors taxes
- ▶ La TVA
- ▶ Le montant total toutes taxes
- ▶ Le numéro de SIREN ou de SIRET,
- ▶ Le délai de réalisation
- ▶ Le délai d'approvisionnement du matériel

Ce devis est accompagné des éléments nécessaires à la gestion du dossier par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

- ▶ Référence de l'équipement concerné,
- ▶ Nature de la défaillance ou du désordre,
- ▶ Diagnostic et cause,
- ▶ Délai d'urgence,
- ▶ Conséquence sur le fonctionnement des équipements et des obligations du Titulaire.

Le processus de transmission du devis sera communiqué au Titulaire à la réunion de démarrage du marché. Cette procédure sera susceptible d'évoluer en cours du marché à la demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sans entraîner d'incidence financière de la part du Titulaire.

3.5.3 Modalités de présentation et contenu des bons de commande

En cas d'acceptation du devis, la prestation sera mise en œuvre par l'émission de bons de commande. Chaque bon de commande déterminera la date de démarrage de la prestation ainsi que les délais impartis pour sa réalisation.

Les bons de commande seront envoyés par mail au Titulaire.

Chaque bon de commande comportera a minima :

- ▶ La référence de l'accord-cadre ;
- ▶ La référence du bon de commande ;
- ▶ La référence du devis, la proposition (le cas échéant)
- ▶ La désignation de la prestation ;
- ▶ La quantité commandée ;
- ▶ Le lieu d'exécution ;
- ▶ Le montant de la prestation,
- ▶ La date de démarrage de la prestation,
- ▶ Le délai de réalisation de la prestation,

Par dérogation à l'article 3-7-2 du CCAG FCS, lorsque Le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, Le Titulaire

dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour faire part par écrit de ses observations, sous peine de forclusion.

Pour chaque prestation hors forfait, le montant total de la dépense est calculé par l'application :

- ▶ Du coefficient de peine et de soins, sur fournitures mises en œuvre, figurant au BPU.
Ces fournitures sont attestées par la copie des factures fournisseurs, toutes remises déduites pour tous les achats de matériel
Le Titulaire assure la totalité des fournitures des matériels et équipements nécessaires aux prestations hors forfait.
- ▶ Des temps d'intervention du personnel du Titulaire, justifiés sur attachement, facturés au taux horaire de la main-d'œuvre figurant au BPU.
- ▶ Du coefficient de peine et de soins sur travaux de main-d'œuvre sous-traité figurant à l'acte d'engagement. La main-d'œuvre sera détaillée des temps d'intervention du sous-traitant et les éventuelles fournitures de matériels spécialisés attestées par la copie des factures ou la tarification en vigueur du fournisseur. Le coefficient de peines et soins sur les travaux sous-traités, couvrent également les prestations de suivi et d'encadrement du sous-traitant par les représentants du Titulaire. Celui-ci ne peut facturer des heures au titre de la prestation de suivi et d'encadrement.

Ces prestations pourront faire l'objet de sous-traitance dans les conditions définies à l'article 2-5-6 du présent CCAP.

Toute facture non accompagnée des justificatifs fournisseurs et sous-traitants pourra être rejetée.

3.6 Opération de vérification

Sauf dérogation expresse, les opérations de vérification sont organisées conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Le délai qui est imparti au Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS et conformément à l'article 5 du présent CCAP, le point de départ du délai est **la date de transmission de la facture au Représentant du Pouvoir Adjudicateur et à l'AMO.**

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-FCS.

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations seront organisés conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

A cet effet un procès-verbal sera établi sur lequel pourront être mentionnées, le cas échéant, les réserves formulées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et ou son Conseil ainsi que les délais impartis pour lever ces réserves. Tout dépassement de délai entraînera l'application des pénalités définies à l'article 6 du présent CCAP.

L'admission ne sera prononcée qu'après la levée des réserves et la réalisation des essais et contrôle de résultats techniques des équipements. Ces éléments seront constatés contradictoirement. Un procès-verbal sera dressé qui indiquera la date d'admission.

3.6.1 Révision des prestations hors forfait

Ces prestations sont établies suivant le taux horaire contractuel et les coefficients de peine et soins, définis dans le BPU, annexe à l'acte d'engagement.

Les prix horaires de la main d'œuvre sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule de révision de la redevance Prestations Forfaitaires. (Article 3.5.2).

Les coefficients de peine et soins définis dans le BPU sont fixes sur la durée du marché.

ARTICLE N°4. MODALITES DE PAIEMENT

4.1 Intéressement gestion de l'énergie PFI

Cet intéressement fait l'objet d'un calcul annuel (du 1^{er} janvier au 31 décembre) en fin de période pour chaque site ; à l'exception de la 1^{ère} période qui sera calculée sur la période considérée. Il est présenté dans les 30 jours suivants la fin de l'exercice.

Si la consommation est en excès par rapport à la consommation théorique de l'acte d'engagement ajustée à la rigueur climatique, Le Titulaire déclenche un avoir sur la Prestation Forfaitaire correspondante.

Dans le cas d'économies, Le Titulaire présente une facture complémentaire suivant les dispositions de l'article 3.4.1.

4.2 Redevances Prestations Forfaitaires

Cette redevance fait l'objet de douze (12) factures mensuelles égales, facturées à l'échéance de chaque mois.

- 1^{er} exercice : Les factures sont établies sur la base de l'engagement forfaitaire annuel de l'offre initiale.
- 2^{ème} exercice, et suivants, elles sont établies sur la valeur du montant forfaitaire annuel révisé au 1^{er} janvier de l'année en cours.

4.3 Prestations ponctuelles hors forfait

Ces prestations hors forfait et commandées dans les conditions décrites ci-avant sont réglées sur présentation de factures établies après exécution des prestations réceptionnées par le Pouvoir Adjudicateur. Elles font l'objet de factures indépendantes des factures forfaitaires mensuelles ou des intéressements PFI.

ARTICLE N°5. FACTURES AFFERENTES AUX PAIEMENTS

5.1 Présentations des factures par le Titulaire

Le Titulaire transmet obligatoirement par voie dématérialisée, au début de chaque mois, au Pôle Chorus du service administratif de la cour d'appel de BORDEAUX une facture distincte par lot. Cette facture précise les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donne tous les éléments de détermination de ces sommes. La facture correspond aux prestations commandées et exécutées du forfait annuel commandé.

Cette transmission intervient via le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>

Une plaquette d'information présentant la démarche, les différents modes de transmission et les avantages liés à la dématérialisation des factures est transmise aux candidats sur simple demande.

L'ensemble des textes réglementaires est consultable sur le portail et un guide utilisateur est téléchargeable.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation indépendante.

Le Titulaire est tenu d'indiquer sur les factures outre les mentions légales les renseignements suivants :

- ▶ le numéro et la date de notification de l'accord-cadre et les références du numéro d'engagement juridique
- ▶ la nature des prestations
- ▶ la date de l'exécution de la prestation
- ▶ le montant total hors taxe
- ▶ le montant de la taxe
- ▶ le montant toute taxe comprise

ainsi que tout élément permettant le contrôle.

5.2 Paiement des factures

Les paiements sont effectués en euros selon les règles de la comptabilité publique, au compte ouvert au nom du Titulaire, dont les coordonnées figurent dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de paiement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG/FCS.

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours** comptés à partir de la date de réception de la facture par le Pouvoir Adjudicateur.

5.3 Intérêts moratoires

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier

jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros
(Selon les dispositions de l'article L2192-13 du code de la commande publique).

ARTICLE N°6. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 Pénalités du CCAG-FGS :

La totalité des pénalités, mise à part celles appliquées pour la clause PFI, ne pourront pas excéder annuellement 15 % du montant du forfait.

Les pénalités pour retard, interruption et insuffisance commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Ces retards, interruptions et insuffisances seront signalés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dès leur constatation, soit directement au personnel du Titulaire sur place, soit téléphoniquement avec confirmation par courrier électronique.

Les pénalités définies aux chapitres ci-dessous seront décomptées jusqu'à ce que Le Titulaire mette fin aux manquements constatés.

Les pénalités de retards, interruptions et insuffisances constatés sur une zone ou un bâtiment, seront calculées sur la totalité des prestations concernées du site.

Le montant des pénalités, calculé à la date de l'envoi du manquement, sera déduit de chaque facture pour la période considérée. Elles peuvent être cumulatives.

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du Titulaire, il lui appartient de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Par ailleurs, il est formellement spécifié, qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et Le Titulaire, ne pourront être évoquées par cette dernière, comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Il est entendu que, à l'occasion d'un cas de force majeure imprévisible, Le Titulaire recherchera avec le Pouvoir Adjudicateur, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif du chauffage, de la climatisation, du rafraîchissement, de la production d'eau chaude sanitaire et éventuellement de la continuité des services permettant d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles, adaptées aux circonstances et créées par le cas de force majeure.

6.1 Retards - Interruptions

6.1.1 Chauffage des locaux et ECS, rafraîchissement et climatisation des locaux

Si dans les conditions définies au CCTP, les retards ou les interruptions suivantes sont constatés, il sera appliqué une pénalité selon le tableau :

	Délais maximum admis	Pénalités
		* 50 € HT / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Retards et interruption		
Retard de mise en route du chauffage ou de la climatisation	<< 12 (douze) heures	*
Interruption de chaleur ou de climatisation	<< 12 (douze) heures	*
Total du cumul des retards (< 12 heures) sur une saison de chauffe ou de climatisation	<< 24 (vingt quatre) heures	*
Interruption de fourniture d'ECS	<< 12 (douze) heures	*

Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption sera transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier le plus proche.

La pénalité pour retard et interruption sera appliquée en complément de l'absence de facturation pour fourniture non exécutée.

6.1.2 Efficacité énergétique

Dans le cas où le titulaire n'atteint pas son engagement de consommation énergétique fixé dans l'acte d'engagement (pour chaque site), le titulaire supportera les pénalités comme détaillées à l'article 3.3.1 du présent CCAP.

Dans le cas de remplacement par le titulaire d'équipement qui contribue à l'amélioration de l'efficacité énergétique du site, si le nouvel objectif de consommation préalablement défini avant l'installation n'est pas atteint, Le Titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre l'objectif et prendre en charge les coûts complémentaires d'installation ou d'équipement.

6.1.3 Continuité de services

Les délais d'intervention et de dépannage sont fixés et définis au CCTP et ses annexes. Au-delà de ces délais, la prestation sera considérée non conforme et Le Titulaire sera soumis à l'application de pénalités selon le tableau suivant :

	Délais / nombre maximum admis	Pénalités
		* 50 € HT / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Continuité de services		
Délais dépassé par intervention et par dépannage	Selon l'article 5.1 des RDTS	50 € HT par constat
Délais dépassé pour la remise en service et par dépannage	Selon l'article 5.1 des RDTS	50 € HT par constat
Délais dépassé pour la remise en état et par dépannage	Selon l'article 5.1 des RDTS	*
Dépassement du nombre de pannes répétitives tolérées	selon CCTP et ses annexes	*
Retard dans l'exécution des prestations de maintenance programmées, sur simple constat visuel ou d'absence d'écriture sur les livrets, registres de sécurité des bâtiments, de dépassement du planning prévisionnel des travaux	dès constat par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant	*

La pénalité pour retard ou interruption sera appliquée indépendamment de l'absence de facturation pour fourniture non exécutée.

6.1.4 Documents contractuels – Autres demandes

Tout retard de plus de VINGT QUATRE (24) heures dans la production de tout ou partie d'un ou des documents de suivi, de contrôle et de gestion, et d'accès aux obligations de résultats exigés au CCTP seront sanctionnés par une pénalité, selon le tableau ci-joint, comptabilisé à partir du jour J+1 à l'expiration du délai contractuel indiqué ci-dessous, des équipements et installations concernés.

Ces retards concernent notamment :

	Indicateur	Pénalités
		<i>* 50 € HT / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai</i>
Démarrage - prise en charge		
Insuffisance de l'équipe de prise en charge par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	* dès le constat, par personnel manquant
Management du contrat - reporting		
Insuffisance de l'équipe d'exploitation, sur site, par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	* dès le constat, par personnel manquant
Lot 1 - Bordeaux. Présence de l'équipe d'exploitation		
Insuffisance de l'équipe d'exploitation, sur site, par rapport à l'effectif minimal défini dans le CCAP	CCAP Article 2.5	* dès le constat, par personnel manquant

	Délais de présentation des documents	Pénalités
		<i>* à compter du jour J+1, à l'expiration du délai</i>
Administratif - financier		
Remise de la liste du personnel tenue à jour, responsable, suppléant avec leurs coordonnées	15 jours avant intervention sur sites	30 € HT/ jour *
La remise du Plan Assurance Qualité,	60 jours après le début du marché	30 € HT/ jour *
La remise du projet de Plan de Prévention. La mise à jour annuellement du plan de prévention	Remise avant le début de la phase II ou remise 30 jours après le début de chaque exercice ou suite à évolution	30 € HT/ jour *
La remise des attestations annuelles d'assurances	15 jours après expiration de l'attestation ou 30 jours avant le début de chaque exercice	30 € HT/ jour *
Agrément des sous-traitants (inclus fourniture des contrats et DC4)	1 mois avant l'intervention du Sous traitant	30 € HT/ jour *
La transmission des factures et décomptes d'intéressement	Les factures et décomptes (30 jours après la fin de la période de facturation) d'intéressement (60 jours après la fin de l'exercice)	30 € HT/ jour *
Du respect du délai de validation des factures des sous traitants	15 jours après réception chez la Société	30 € HT/ jour *
Du respect du délai de transmission des factures des sous traitants	15 jours après réception chez la Société	30 € HT/ jour *
Les factures P1 énergie des Concessionnaires / distributeurs,	Dans les 15 jours suivant la demande du Client - Lors de la présentation du décompte définitif de chaque exercice	30 € HT/ jour *
La transmission des projets d'avenants	1 mois après la demande du Client	30 € HT/ jour *
La transmission des devis	15 jours après la demande du Client	30 € HT/ jour *

	Délais de présentation des documents	Pénalités
		* à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Management du contrat - reporting		
Présentation des supports d'exploitation (mis en place sur chaque site) pour validation par le Pouvoir Adjudicateur	Au plus tard, 1,5 mois après le démarrage du contrat	30 € HT/ jour *
Transmission du rapport de prise en charge	4,5 mois après la réunion de validation des documents d'exploitation	100 € HT/ jour *
L'accès aux informations de suivi des obligations de résultats,	1 mois après le début du contrat	30 € HT/ jour *
La remise du rapport Annuel d'Exploitation avec mise à jour du RDTS, dossiers techniques, DOE, plan, etc	60 jours après la fin de l'exercice	30 € HT/ jour *
Calendrier de démarrage	Mise en œuvre et exécution dans les 3 mois après le démarrage du marché	30 € HT/ jour *
Programmation des réunions mensuelles	Programmation des réunions mensuelles en dehors des dates définies au CCTP	30 € HT/ jour *
La transmission des rapports d'analyses prévues au CCTP	Non transmission immédiate, si anomalie, dès connaissance des résultats (date de transmission de l'organisme faisant fois)	30 € HT/ jour *
La transmission des attestations de maintenances obligatoires	Avec le bilan annuel soit 60 jours maximum, après la fin de l'exercice	30 € HT/ jour *
Non réalisation du nombre d'autocontrôle par trimestre, par année	25% des installations par trimestre, 25% des installations par an.	30 € HT/ jour *
La transmission des états des dépenses et justificatifs pour le suivi des pièces détachées au titre du marché (rapport mensuelle et annuel)	A chaque réunion de suivi mensuelle et annuelle ou à la demande du Client	30 € HT/ jour *
De la transmission du tableau de bord technique	A chaque réunion de suivi (transmission 4 jours avant la réunion) ou à la demande du Pouvoir Adjudicateur	30 € HT/ jour *
Absence aux réunions programmées	immédiat	forfait 100 € HT
Mise à jour de la liste des équipements (données techniques)	Sous 7 jours après validation du Pouvoir Adjudicateur	30 € HT/ jour *
Non restitution en fin de contrat des documents remis à la Société, repertoriés au Pv de prise en charge	Sous 7 jours après fin du contrat du Pouvoir Adjudicateur	100 € HT/ document manquant

	Délais de présentation des documents	Pénalités * à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Suivi d'exploitation P2		
La remise du programme de maintenance actualisé,	Avec le bilan annuel soit 60 jours après la fin de l'exercice	30 € HT/ jour *
Non respect du planning de maintenance	A chaque réunion de suivi ou à la demande du Pouvoir Adjudicateur pour chaque écart constaté	30 € HT/ jour *
Mise en place du dossier permanent d'exploitation	2 mois après le démarrage du marché	30 € HT/ jour *
Réponses à fournir au Pouvoir Adjudicateur, exprimées par écrit sur les Cr de réunions ou Pv de réception et tout autre demande écrite concernant dysfonctionnement, anomalies, respect des procédures, respects des supports et matriciels du Pouvoir Adjudicateur	Selon délai fourni pour le Pouvoir Adjudicateur ou à défaut sous huit (8) jours	30 € HT/ jour *
Non respect du délai de mise en place des actions correctives après réception du rapport de contrôle réglementaire	1 mois après la réception du rapport	30 € HT/ jour *
La transmission des contrôles réglementaires réalisés	Sous une semaine après l'intervention	30 € HT/ jour *
Signalement d'un mode dégradé	Installation fonctionnant en mode dégradé n'ayant pas fait l'objet d'un signalement auprès du Pouvoir Adjudicateur dans les 48h	30 € HT/ jour *
Suivi des énergies -		
Le tableau de bord mensuel des consommations, de suivi des indicateurs et relevés des compteurs (fourni à 100 %)	A chaque réunion mensuelle de suivi	30 € HT/ jour *
Les mises en service des équipements en cours d'exercice au titre des travaux, ou de mise en place de comptage	1 jour après l'installation	30 € HT/ jour *
Mise en place du plan de comptage,	2 mois après la notification du marché pour l'installation des comptages - Remplacement dans un délai 1 mois après l'identification de la défaillance du comptage	30 € HT/ jour *
Remplacement d'un compteur défaillant	Dans un délai de 1 mois après l'identification de la défaillance du comptage.	30 € HT/ jour *

6.2 Insuffisances

La fourniture sera considérée comme insuffisante dans les cas suivants :

	Limite déclenchant les pénalités	Pénalités
		* 30 € HT / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Insuffisance		
Insuffisance de température de chauffage, de rafraîchissement ou de climatisation	Ecart de température ≥ 2 °C (deux degrés celsius), constaté sur une période continue de 4 (quatre) heures	*
Insuffisance de température d'ECS	Ecart de température ≥ 5 °C (cinq degrés celsius), constaté sur une période continue de 4 (quatre) heures	*
Température moyenne de chauffage, de rafraîchissement ou de climatisation	Ecart de température moyenné de 1 °C (un degré celsius), constaté sur une période continue de 14 (quatorze) jours	*
Température moyenne d'ECS	Ecart de température moyenné de 2 °C (deux degrés celsius), constaté sur une période continue de 14 (quatorze) jours	*
Le niveau de maintenance et la fréquence, réalisés en respectant les règles de l'art	niveau de maintenance et fréquence inférieurs aux préconisations constructeurs ou à la réglementation	* jusqu'à rétablissement à la normal
Qualité de la maintenance	nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées > au nombre contractuel autorisé (CCTP B)	* jusqu'à rétablissement à la normal

Les insuffisances devront être constatées contradictoirement dans les locaux témoins choisis d'un commun accord, qui seront équipés pour la circonstance de thermomètres enregistreurs.

Le règlement des pénalités n'exonère nullement le Titulaire de son obligation de maintenance et de résultat.

Le Titulaire, pourra être amené à augmenter la fréquence de sa maintenance, si nécessaire, afin d'honorer son engagement de résultat.

6.3 Manquement aux obligations

Les manquements du Titulaire à ses obligations lui seront signalés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dès leur constatation, soit directement au personnel sur place, soit par téléphone ou par courriel.

Le Titulaire sera tenu d'y remédier dans les 24 heures (calendaires) qui suivent ce signalement, au-delà de ce délai le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra, **après mise en demeure par courrier recommandé ou courrier électronique**, faire exécuter aux frais et risques du Titulaire les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'exploitation.

Les pénalités définies au chapitre ci-dessus seront décomptées jusqu'à ce que Le Titulaire mette fin aux manquements constatés.

Si quinze jours après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception ou du courriel, Le Titulaire n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché pourra être résilié de plein droit à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sans que Le Titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Les pénalités découlant d'une plainte du Pouvoir Adjudicateur, pour une zone ou un bâtiment, seront calculées sur la totalité des termes du marché.

Le montant de ces pénalités éventuelles sera déduit de la facture mensuelle correspondante.

Par ailleurs, il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et Le Titulaire ne pourront être évoquées, par cette dernière, comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Il est entendu que, à l'occasion d'un cas de force majeure imprévisible, Le Titulaire recherchera avec le Pouvoir Adjudicateur, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif du chauffage, de la climatisation, du rafraîchissement, de la production d'eau chaude sanitaire et éventuellement de la continuité des services permettant d'organiser la poursuite d'une exploitation même partielle après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles, adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.

6.4 Pénalité en cas de non-respect par le titulaire du marché de ses obligations prévues aux articles L.8221-3 a L.8221-5 du Code du travail (interdiction du travail dissimulé)

Le dispositif d'alerte s'organise selon les phases suivantes :

- ▶ Un agent de contrôle signale au Représentant du Pouvoir Adjudicateur que Le Titulaire ne respecte pas ses obligations.
- ▶ Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur enjoint Le Titulaire de régulariser la situation.
- ▶ Le Titulaire ainsi mis en demeure doit apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse.
- ▶ Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur transmet cette réponse à l'agent auteur du signalement.
- ▶ Si, dans le cadre de cette mise en demeure, la situation litigieuse n'a pas été régularisée dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut :
 - soit appliquer une pénalité dont le montant est égal à 45 000 €
 - soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

6.5 Résiliation du marché

Les cas de résiliation sont ceux mentionnés dans le corps du présent CCAP ainsi que, par défaut, ceux prévus au CCAG.

Le Titulaire ne pourra céder le présent accord-cadre sous peine de résiliation, hors les cas d'absorption/fusion.

La résiliation du présent accord-cadre pourra être prononcée au cas où Le Titulaire aurait tenté de tromper le Représentant du Pouvoir Adjudicateur sur la qualité des fournitures et des prestations, et dans le cas où par la négligence ou mauvaise foi, elle ne remplirait pas les obligations nées du marché.

Si quinze jours après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, Le Titulaire n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le contrat pourra être résilié de plein droit à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sans que Le Titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

La résiliation du présent accord-cadre pourra être prononcée de plein droit après 5 constats d'insuffisance de température et /ou de prestation et de non-respect avéré et constaté des clauses contractuelles du CCAP et du CCTP par Le Titulaire au cours d'un même exercice.

La résiliation du présent accord-cadre pourra être prononcée de plein droit en cas de non-respect avéré et constaté des clauses spécifiques du CCAP et du CCTP par Le Titulaire.

Dans tous les cas, la résiliation fera l'objet d'une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception, quinze jours avant la décision, et sans versement d'indemnité au titulaire.

ARTICLE N°7. DEROGATION AU CCAG/FCS DE MARS 2021

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- ▶ Dérogation au Guide de l'OEAP décision n°2007-17 du 4 mai 2007 par l'article 3.4.1 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article I.9 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG par l'article I.10 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 14.2 du CCAG par l'article 2.4 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 28.1 du CCAG par l'article 2.7 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG par l'article 3.6.3 du CCAP
- ▶ Dérogation à l'article 14 du CCAG par l'article 6 du CCAP.

ARTICLE N°8. AUTRES DISPOSITIONS

8.1 Nantissement et cession de créances

En vue de l'affectation d'un nantissement ou d'une cession de créances du marché, il est précisé que le comptable assignataire du Représentant du Pouvoir Adjudicateur est chargé du paiement.

8.2 Langues et litiges

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

Tout litige entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui ne pourrait être résolu de façon amiable entre elle, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif dont dépend le Pouvoir Adjudicateur, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Toutefois, avant de déférer le litige devant le tribunal compétent, les parties conviennent de soumettre leur différent devant le Comité Consultatif Interrégional de Règlement à l'amiable des litiges tel qu'il a été institué par les articles R.2197-1, R.2197-16, R.2197-23, R.2197-24 et D.2397-2 du code de la commande publique.



Pour nous contacter

Lionel BORDIEU

Chef de Projet

05.56.00.12.72

lbordieu@verdi.fr

VERDI



VERDI CONSEIL MIDI ATLANTIQUE

05.56.00.12.72



Bâtiment B – 13 rue Archimède | CS 80083
33693 Mérignac Cedex